



LIBAN
Effervescence électorale
au pays des cèdres
Page C 2



LE DEVOIR DE PHILO
Obama au Moyen-Orient: pourquoi
Edward Saïd serait sceptique
Page C 6

PERSPECTIVES



DIPTENDU DUTTA AGENCE FRANCE-PRESSE

« C'est gros,
ce qu'on
essaie
de faire
avec eux,
alors qu'ils
sont dans
un monde
exclusivement
religieux »



FETHI BELAID AGENCE FRANCE-PRESSE



STOYAN NENOV REUTERS

Certaines écoles juives orthodoxes ne dispensent pas les 25 heures obligatoires pour l'enseignement des matières prévues dans le Régime pédagogique québécois. Le temps passé à étudier la Torah (les textes fondant le judaïsme) n'est pas pris en considération dans le calcul de ces heures réglementaires.

ÉCOLES JUIVES ORTHODOXES

Une solution dans les zones grises

Doit-on modifier la réglementation québécoise pour que les orthodoxes renouent avec la légalité ?

Comme l'a révélé cette semaine *Le Devoir*, une décision administrative de sanctionner, pour non-respect du Régime pédagogique, une école privée juive orthodoxe a été contrecarrée par le cabinet de la ministre de l'Éducation. Au-delà de cette ingérence politique, un problème de fond se pose. Faut-il étirer l'élastique en adaptant en partie la réglementation pour permettre aux écoles juives orthodoxes de s'y conformer plus facilement? Ou encore maintenir la ligne dure, au risque que le débat se déplace devant les tribunaux?

CLAIRANDRÉE
CAUCHY

Dans quelle mesure l'enseignement juif dispensé dans les écoles juives orthodoxes permet-il d'acquiescer les compétences transversales prévues dans le Programme de formation de l'école québécoise et comment les évalue-t-on? Voilà le genre de questions auxquelles on réfléchit présentement au ministère de l'Éducation du Québec, dans l'espoir d'établir un terrain d'entente pour régulariser la situation des écoles juives orthodoxes.

Dans les dossiers des six écoles privées juives fautive, menacées de sanction par la Direction de l'enseignement privé du ministère, consultés par *Le Devoir*, le principal problème réside dans le nombre d'heures d'enseignement insuffisant. Ces écoles ne dispensent pas les 25 heures obligatoires pour l'enseignement des matières prévues dans le Régime péda-

gogique québécois. Pourtant, les enfants de ces communautés orthodoxes fréquentent l'école beaucoup plus longtemps que cela. Mais le temps passé à étudier la Torah (les textes fondant le judaïsme) n'est pas pris en considération dans le calcul des 25 heures réglementaires.

« On ouvre la porte à toutes les négociations et à tous les compromis avec toutes les communautés. C'est une porte qu'on doit fermer. »

— Pierre Curzi, porte-parole péquiste en matière d'éducation

Ainsi, dans le cas de l'école première Mesifita, les fonctionnaires du ministère ont calculé que seulement 62 % des 25 heures étaient, dans les faits, dispensées pour les matières du programme québécois et ils ont décidé, en guise de réprimande, de réduire la subvention en conséquence.

Or les écoles juives ortho-

doxes plaident que le temps consacré aux études juives devrait pouvoir être comptabilisé dans le temps réglementaire. « Ceci pourrait avoir pour conséquence que l'établissement qui consacre seulement 12,5 heures aux matières prévues pour le Régime pédagogique pourrait prétendre que les 12,5 heures consacrées aux études juives lui permettent d'atteindre les 25 heures de services éducatifs prescrites au Régime pédagogique », illustre-t-on dans une analyse interne

du ministère dont *Le Devoir* a obtenu copie. Michelle Courchesne, ministre de l'Éducation, n'a pas fermé la porte à de tels aménagements, bien au contraire. « Il va falloir que ces connaissances [transmises dans l'enseignement juif] soient évaluées au même titre que pour les autres [matières]. C'est gros, ce

qu'on essaie de faire avec eux, alors qu'ils sont dans un monde exclusivement religieux », faisait-elle valoir jeudi dans une entrevue donnée au *Devoir*.



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

La ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, a précisé qu'une analyse des enseignements dispensés dans les écoles juives était effectuée.

qu'on essaie de faire avec eux, alors qu'ils sont dans un monde exclusivement religieux », faisait-elle valoir jeudi dans une entrevue donnée au *Devoir*.

Déjà, dans le protocole signé à l'été 2008 par des écoles orthodoxes fonctionnant sans permis, une porte avait été ouverte. On peut y lire la reconnaissance du fait que « l'enseignement du Talmud fait appel à

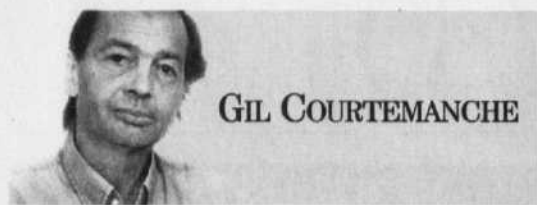
plusieurs compétences du Programme de formation de l'école québécoise, mais qu'il existe des écarts en matière de connaissances transmises ».

Tout en refusant d'expliquer plus avant la piste de solution évoquée, la ministre a précisé qu'une analyse des enseignements dispensés dans les écoles juives était effectuée. « Il faut s'assurer qu'il y ait un

nombre d'heures fréquentées et que, dans ce nombre d'heures fréquentées, il y ait enseignement des matières obligatoires, tel que défini par le Régime pédagogique [...]. Dans cette zone, il y a une piste de solution que je ne partagerai pas avec vous », a expliqué Mme Courchesne jeudi.

VOIR PAGE C 3: ÉCOLES

PERSPECTIVES

Salam
alaikum

GIL COURTEMANCHE

«**Q**ue la paix soit avec vous». Ce furent presque les premiers mots prononcés par Barack Hussein Obama devant les invités réunis à l'université du Caire jeudi. On ne refait jamais le monde avec un discours. Le président américain l'a répété plusieurs fois dans son discours. Mais, avouons-le, ce fut un discours historique.

Le président américain n'a annoncé rien de neuf, n'a promis aucune initiative nouvelle, n'a révélé aucun nouveau développement dans les dossiers chauds qui empoisonnent le monde et en particulier le monde arabo-musulman. Ce qui est historique, ce sont le respect, l'ouverture et l'humilité dont il a fait preuve. Ces trois qualités ont rarement fait partie de l'arsenal des États-Unis dans leur conduite des affaires mondiales.

Pour en prendre la mesure, il faut lire le texte intégral du discours, en analyser les détails et le choix des mots. Les États-Unis nous avaient habitués à des textes faits de slogans et de formules creuses; voici que nous sommes devant un véritable texte, nuancé, soucieux des détails et des sensibilités culturelles et religieuses.

Plusieurs présidents américains ont cité le Coran dans leurs appels à la tolérance et à la compréhension. Je suis certain que c'est la première fois que le Coran est cité plus de dix fois dans un discours et qu'un président ne parle pas du Coran, mais du «*saint Coran*». Mots et symboles, répliqueront les sceptiques. Mais, dans l'islam, mots et symboles sont lourds et parfois explosifs. Rappelons que nous parlons d'un monde où religion et vie et politique se confondent et se réclament du «*saint Coran*».

Ce qui est historique, ce sont le respect, l'ouverture et l'humilité dont Obama a fait preuve

Puis, il y a eu cet éloge de la culture arabo-musulmane, ses découvertes scientifiques, sa poésie, sa musique, son architecture, sa calligraphie, la mention de l'Université al-Azhar (plutôt conservatrice maintenant), comme racines de la Renaissance européenne. Le président a dit en termes clairs: «*Nous vous devons énormément.*» Cela est nouveau et radicalement différent de tout le discours américain sur l'islam.

Le président a fait aussi quelques mea-culpa. La torture en Irak, Guantánamo, cette guerre contre l'Irak qui était une guerre choisie mais non justifiée. Et enfin, dans un geste vers l'Iran, qui votera dans quelques jours, la reconnaissance du fait que les États-Unis ont complété avec les Britanniques pour renverser en 1953 le régime démocratiquement élu de l'Iran pour y installer le chah. Début de tout le bordel iranien. C'est moi qui le dis, pas Obama.

Sur la Palestine, rien de neuf. Seulement des mots forts pour dire que les Palestiniens vivent une situation insupportable. Des mots suffisamment forts pour que le discours soit très mal accueilli en Israël et considéré comme positif par le Hamas. On le sait, le temps n'est pas venu de lancer une nouvelle initiative de paix.

Avant de passer en Égypte, Obama avait salué son allié qu'est l'Arabie saoudite, monarchie corrompue qui nie les droits démocratiques et en particulier les droits des femmes. Et il se retrouve avec son deuxième grand allié dans la région, Hosni Moubarak, plus libéral sur la question des droits des femmes, mais quand même dictateur sous un déguisement de président élu. Voilà un des problèmes fondamentaux de la diplomatie américaine. Dans cette région, ils n'ont d'alliés démocratiques que les Israéliens. Leur politique de stabilité régionale s'appuie sur la monarchie saoudienne et sur la dynastie Moubarak, et pourtant ils proclament les vertus de la démocratie, de la liberté de pensée et d'expression. Comment proposer la démocratie et l'égalité des droits, alors que nos principaux alliés n'en ont cure? L'exercice est périlleux.

Obama l'a tenté. Il a longuement parlé des droits fondamentaux, mais surtout des droits des femmes, tout en rappelant que, dans son pays, on protégeait le droit des femmes musulmanes qui désirent porter le hidjab. Puis, il a abordé les droits fondamentaux dans un pays où ils sont théoriques. Il a essentiellement dit que, sans système judiciaire indépendant, sans liberté de la presse et d'association, il n'existe pas de démocratie même si on organise périodiquement des élections. A ce moment, un cri de l'audience a été entendu: «*Merci.*» C'était probablement Ayman Nour, un leader de l'opposition, qui a été emprisonné par Moubarak et qui avait été invité à l'Université du Caire par le gouvernement américain. Voilà un autre signe.

Un discours ne fait pas le printemps, surtout dans cette région. D'autant que des orages et des fronts froids s'annoncent. En Israël, on se demande si Obama ne veut pas faire chuter le gouvernement, car un gel de l'extension des colonies aurait probablement cet effet. Au Liban, on assistera peut-être demain à la victoire du Hezbollah aux élections législatives. Et en Iran, trois candidats se disputent les voix des modérés contre l'illuminé soutenu par les Gardiens de la révolution et le Guide suprême. Imaginons le pire. La Syrie reprend le contrôle du Liban avec l'Iran. Le Hezbollah agit le saint Coran. L'Arabie saoudite décide de continuer à financer le Hamas, etc. Aucun musulman n'oubliera le discours de jeudi, mais tous les gouvernements qui ne sont musulmans que de nom l'oublieront peut-être. Car la seule chose qui manquait dans ce discours, c'est que, dans le monde arabo-musulman, il n'existe pas de relations entre le gouvernement et la population.



Des jeunes envoient des messages-textes devant le portrait du président du Parlement libanais, Nabih Berri, et du chef du Hezbollah, Hassan Nasrallah.

RAMZI HAIDAR AGENCE FRANCE-PRESSE

Le Liban vit l'effervescence électorale

Le scrutin de demain pourrait permettre au Hezbollah d'accéder au pouvoir

GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ

Beyrouth — Dans une ville encore pleine de cicatrices résultant de décennies de violence, les Libanais ont trouvé un moyen original de camoufler les nombreuses balafres de Beyrouth: on met des affiches électorales partout. Une manière aussi de rappeler que les importantes élections de demain se déroulent sur un terrain bien miné...

Difficile de rater le pas des élections dans la capitale du pays des cèdres. Dès la sortie de l'aéroport se remarque la présence des slogans électorales sur toutes les immenses réclames autrement publicitaires. Dans les rues de la ville, les visages figés des politiciens décorent tout ce que Beyrouth compte de bâtiments en décrépitude ou en reconstruction (le ciel est rempli de grues à l'œuvre). Et aux abords de la Corniche, la promenade qui longe la mer, les partisans défilent, drapeaux au vent et tête sortie, dans la chaleur accablante mêlée à une forte odeur de pollution...

L'Occident aura donc les yeux tournés vers le Liban, demain, à l'occasion d'un scrutin jugé crucial (50 000 soldats seront déployés à travers le pays): il pourrait en effet permettre au Hezbollah, mouvement chiite honni par Washington, de consolider ses appuis. Les sondages laissent entrevoir une lutte très serrée entre les deux grandes coalitions qui s'affrontent, celle du «8-mars» (actuellement dans l'opposition) et celle du «14-mars» (qui détient le pouvoir).

Or au cœur du mouvement du 8-mars se trouve le Hezbollah, cet allié de l'Iran, héros de la confrontation avec Israël il y a trois ans. Le Parti de Dieu fait équipe avec d'autres chiïtes et avec les chrétiens du Courant patriotique libre, dirigé par Michel Aoun. La coalition est considérée pro-syrienne et pro-iranienne.

La coalition du 14-mars, date qui rappelle l'immense manifestation tenue en 2005 pour dénoncer la présence syrienne au Liban, s'appuie quant à elle sur la présence des sunnites du Mouvement du futur, dirigé par Saad Hariri, fils du premier ministre assassiné en 2005, ainsi que de chrétiens et de Druzes. On la qualifie de pro-occidentale et pro-saoudienne.

A quoi s'attendre de cette élection? Faut-il craindre un scénario semblable à celui qui a été observé après la victoire du Hamas en Palestine? Non, dit l'économiste Georges Corm, ancien ministre des Finances du pays (1999-2000) et auteur notamment du *Proche-Orient éclate* et d'une *Histoire du Liban contemporain*. Le Devoir l'a rencontré dans son bureau situé au centre de Beyrouth, à quelques enjambées de la Place des Martyrs.

Le Devoir: La plupart des observateurs parlent d'élections cruciales et déterminantes pour le Liban. Êtes-vous d'accord?

Georges Corm: «Pas du tout. Quand on évoque des élections majeures, il y a une exagération massive venue de l'étranger et qui est faite dans un but électoral relativement clair: c'est la tête du Hezbollah qui est réclamée. On fait craindre à une partie de l'opinion locale et interne que, en cas de victoire de l'opposition, la situation deviendrait intenable et que



Une partisane des Forces libanaises, qui fait partie de la coalition du 14-mars.

JOSEPH BARRAK AGENCE FRANCE-PRESSE

ça aurait des répercussions sur toute la stabilité de la région. Ce n'est pas vrai.»

Le Devoir: Vous croyez donc qu'une victoire de l'opposition et du Hezbollah n'aurait pas d'impact majeur?

G.C.: «Non, parce que le Hezbollah est lui-même dans une coalition beaucoup plus large et que c'est loin, à mon avis, d'être un parti révolutionnaire, même si le discours a ses relents d'idéologie à l'iranienne. Mais ça n'inquiète pas beaucoup les Libanais, vous savez. C'est une peur qui est extérieure. S'il n'y avait pas un tel intérêt [international], ce serait des élections comme d'autres. N'oublions pas que le Hezbollah a participé depuis 1992 à plusieurs élections, sans que cela inquiète certains Libanais ou les États occidentaux.»

Le Devoir: Le Hezbollah n'est donc pas aussi dangereux que l'Occident l'estime?

G.C.: «Est-il raisonnable de parler d'un danger Hezbollah, lorsque celui-ci a réussi à débarrasser le Liban d'une occupation israélienne de son territoire qui a duré 22 ans [1978-2000]? Tout le monde oublie combien le Liban a souffert des violences, des bombardements massifs, souvent quotidiens, et des occupations israéliennes depuis 1968.»

Le Devoir: Tout de même, il est à prévoir que, si le Hezbollah accède au pouvoir, il y aura des réactions fortes. Vous vous attendez à quoi, en ce sens?

G.C.: «Le Hezbollah cristallise les peurs, c'est certain, et l'Iran est désigné du doigt. [...] On risque d'avoir une période de flottement. Et puis, il faudra constituer un gouvernement d'union nationale et ce ne sera pas facile non plus. Mais ce n'est pas nouveau, au Liban...»

Le Devoir: Récemment, le vice-président américain, Joe Biden, a plus ou moins lié la poursuite de l'aide financière américaine au maintien au pouvoir de l'actuel majorité. Vous croyez que ce type d'intervention peut peser dans la balance d'une course serrée?

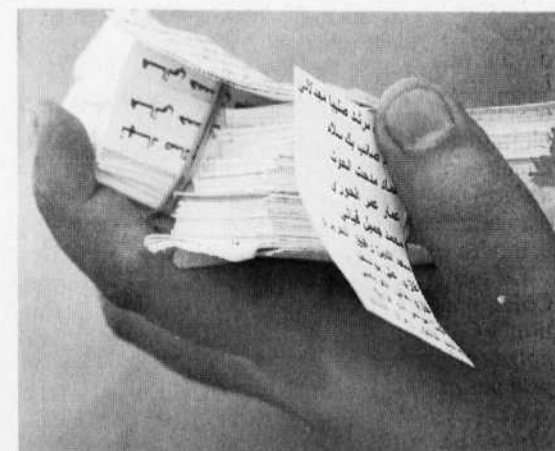
G.C.: «Les États-Unis ne nous donnent pratiquement rien, alors... C'est un bel exemple d'ingérence étrangère injustifiée. L'aide étrangère n'est pas importante au Liban, les Libanais de l'émigration envoient environ six milliards de dollars par an au pays et 80 % de notre dette publique est entre les mains des banques libanaises et de quelques riches cheikhs du Golfe.»

Le Devoir: Quel bilan faites-vous de l'actuel gouvernement en place?

G.C.: «Très sévère. [...] La dette est invraisemblable, plus de 50 milliards de dollars [180 % du PIB] et son service absorbe plus de 60 % des recettes de l'État. Mais de cela on n'en parle pas, et l'opposition n'a pas réussi à imposer ce type de thèmes fondamentaux.»

Au quotidien, les gens sont encore privés, 19 ans après la fin de la guerre (1975-1990), d'électricité courante: trois heures par jour à Beyrouth, mais jusqu'à 12 heures ailleurs. Il n'y a pas d'eau potable, on a près de la moitié des Libanais qui vivent sous le seuil de la pauvreté, le chômage est élevé et l'exode des cerveaux est massif. Alors, les malheureux Libanais doivent en plus payer pour boire de l'eau non polluée, payer pour s'acheter des génératrices... La situation n'est pas facile, et pourtant on en a très peu parlé, parce que le mouvement du 14-mars [au pouvoir] et les médias occidentaux ont réussi à centrer le débat exclusivement sur l'Iran et le Hezbollah.»

Le Devoir



Un délégué électoral tient des bulletins de vote.

JOSEPH BARRAK AGENCE FRANCE-PRESSE

PERSPECTIVES

Tests erronés de cancer du sein

La pathologie sous les projecteurs

« On n'a pas le nombre de techniciens suffisant pour subvenir aux besoins réels »

Les nombreux débats et la confusion entourant l'étude-pilote qui a semé le doute sur la fiabilité des tests pour déterminer le traitement que devra recevoir une femme atteinte d'un cancer du sein auront néanmoins permis d'émettre un diagnostic clair: le milieu de la pathologie souffre d'un mal qu'il faudra rapidement soigner afin d'assurer la qualité des tests.

LISA-MARIE GERVAIS

L'affection qui gangrène le milieu de la pathologie au Québec ne date pas d'hier, a reconnu le D^r Yves Robert, secrétaire du Collège des médecins. « On est préoccupé et on a déjà sonné l'alarme, insiste-t-il. Le bon côté de cette crise-là, c'est qu'il y a peut-être de futurs médecins qui vont être intéressés par la profession », a-t-il ajouté en faisant allusion à la tourmente provoquée par une étude-pilote qui a révélé une discordance dans les résultats de certains tests en pathologie pour le cancer du sein.

À l'instar de la médecine de famille, la pathologie, également en pénurie d'effectifs, attire peu d'intéressés, croit le D^r Robert. « Elle est invisible. Beaucoup de gens ne sont pas intéressés à vivre la vie d'un moine, dans un monde où il n'y a pas de relations avec les patients », a-t-il indiqué.

Dans le milieu de la santé, la caricature est bien connue: le pathologiste est celui qui fait des autopsies. « Et la morgue est au sous-sol, à côté de la buanderie », de rappeler le D^r Robert. « C'est dans la mentalité, mais c'est faux de croire que le pathologiste arrive seulement quand une personne est morte. [...] Les pathologistes n'ont pas liens directs avec les patients mais ils en ont avec les internistes, les oncologues qui ont besoin de leur expertise pour pouvoir opter pour un traitement ou un autre. C'est un travail crucial », a-t-il affirmé.

Récemment, de petites affections chroniques sont venues aggraver le bobo. Le département de pathologie de l'Université de Montréal a perdu sa directrice, qui est parti en Ontario pour « un travail deux fois moindre et deux fois mieux payé », a indiqué le D^r Robert. Le vice-doyen avait alors saisi le Collège des médecins de la question du manque de ressources et du manque de pathologistes pour l'enseignement et la formation des étudiants. Ces derniers manquent d'ailleurs à l'appel. Sept résidents ont échoué à l'examen du Collège royal dans cette spécialité, l'an dernier. « L'un des éléments du test auxquels nos étudiants ont échoué a été l'assurance-qualité. Pourquoi? Parce qu'on ne la leur enseignait pas. Pourquoi? Parce qu'il n'y en avait pas », a expliqué le D^r Robert.

Le mouton noir des laboratoires

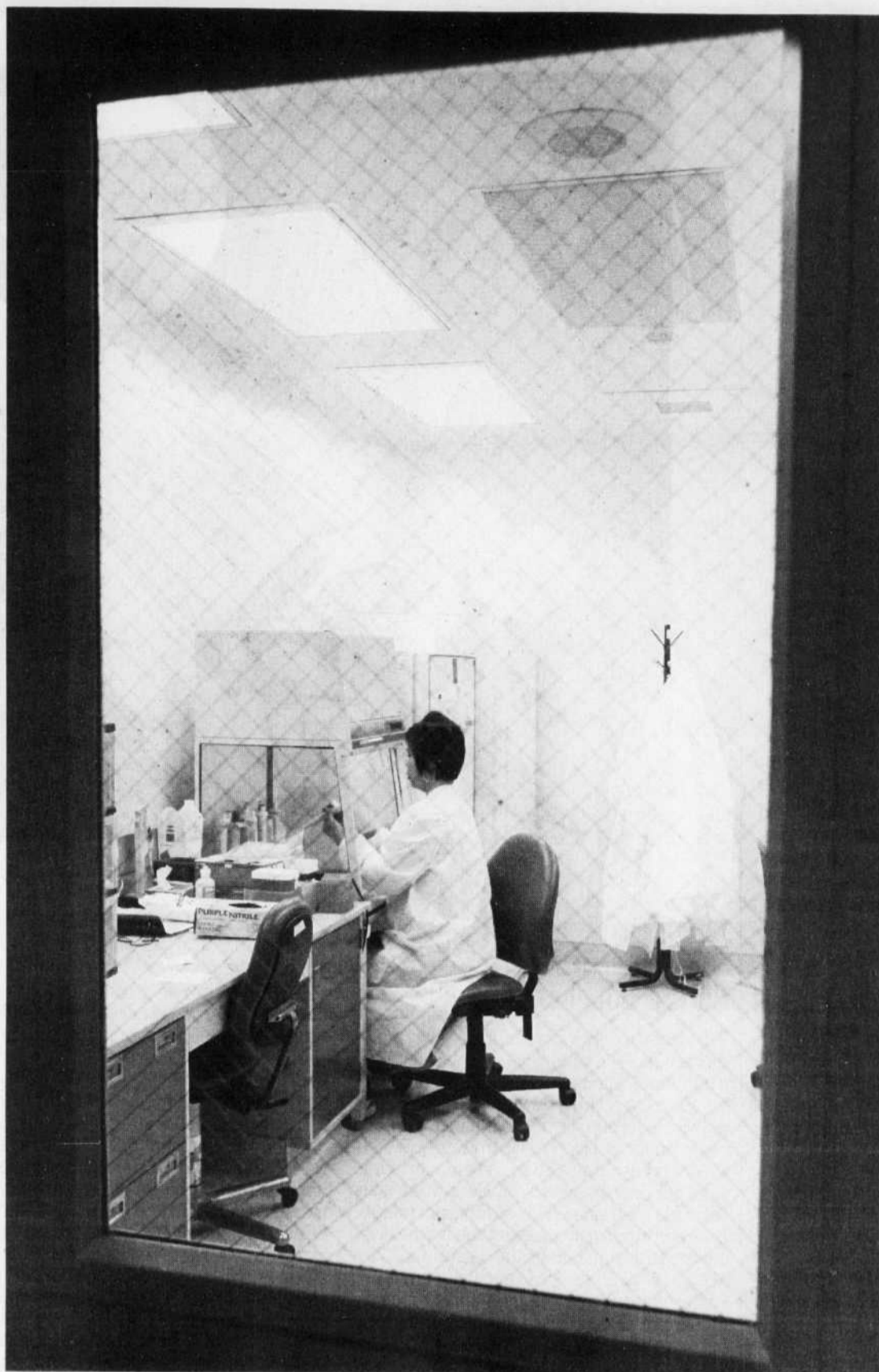
L'absence de relève, combinée à une augmentation de la charge de travail, inquiète également André Allaire, pathologiste au Centre hospitalier de Lanaudière. « On n'a pas le nombre de techniciens suffisant pour subvenir aux besoins réels et la population des médecins pathologistes n'est pas en croissance. D'un autre côté, la charge et la complexité du travail se sont accrues au fil des ans », a-t-il souligné.

Les laboratoires de pathologie n'ont pas toujours les budgets nécessaires pour s'assurer d'être à la fine pointe et pour embaucher les ressources humaines, très importantes en raison des nombreuses opérations manuelles requises. Les produits chimiques, les appareils et tout le matériel nécessaire pour procéder à des analyses ne coûteraient pourtant que quelques milliers de dollars. « Mais faire une campagne de financement pour l'achat d'un appareil d'immunohistochimie qui ressemble à un petit ordinateur et dont on ne sait pas trop à quoi il sert, ce n'est pas intéressant pour une fondation d'hôpital qui préfère aller cher-



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

C'est le D^r Louis A. Gaboury qui devra élaborer le programme d'assurance qualité pour les laboratoires de pathologie médicale.



MIKE BLAKE REUTERS

Pour le D^r Yves Robert, secrétaire du Collège des médecins, « les pathologistes n'ont pas liens directs avec les patients mais ils en ont avec les internistes, les oncologues qui ont besoin de leur expertise pour pouvoir opter pour un traitement ou un autre. C'est un travail crucial »

cher trois millions de dollars pour un gros scanner qui paraît bien », croit le D^r Robert.

Il ajoute que, faisant face aux urgences qui débordent, les administrateurs des hôpitaux sont moins enclins à vouloir renflouer les coffres d'un service qui leur apparaît moins prioritaire. « Ça fait quoi? Le financement des laboratoires tombe dans la "craque" », note-t-il. Et, selon le secrétaire du Collège, le fait que les pathologistes ne sont pas « des revendicateurs qui vont se battre au même titre que les radiologistes » nuit quelque peu à leur cause. « Ils sont défavorisés sur le plan du marketing de leur profession et c'est ce qui explique pourquoi on aurait pu avoir voulu faire une crise pour en parler ».

Selon le D^r Gilles Pineau, conseiller scientifique de la division québécoise de la Société canadienne du cancer, il n'y a pas que la pénurie d'effectifs et l'état des laboratoires qui menacent la qualité des soins. La quantité de tests qui y sont effectués doit être prise en compte. « Les tests d'immunohistochimie sont des tests extrêmement compliqués à faire. Si un laboratoire n'en fait que 25 par année, il ne pourra pas assurer la qualité », a-t-il avancé.

Le contrôle de la qualité

Malgré quelques cafouillages et malentendus, le ministre aura fini par accepter les recommandations du Collège des médecins, à savoir la création d'un programme d'assurance qualité pour les laboratoires de pathologie médicale, qui

devra être élaboré par le D^r Louis A. Gaboury, également auteur de l'étude-pilote qui a fait grand bruit.

Afin que ce programme parvienne réellement à réduire au minimum les erreurs qui pourraient survenir, il doit absolument être obligatoire, a insisté Alan Spatz, directeur du département de pathologie de l'Hôpital général juif. « Les pays dans lesquels le contrôle de la qualité est basé sur le volontariat, ça marche moins bien », fait remarquer le chercheur qui a dirigé des groupes en oncologie en Europe. « On constate que les pays où ça marche le mieux, comme les Pays-Bas, possèdent une assurance qualité qui est organisée par des agences spécialisées, composées de professionnels prenant des décisions qui sont imposées à l'ensemble des professionnels », poursuit-il.

Selon André Allaire, pour qu'un contrôle de la qualité soit optimal, il doit être appliqué à l'ensemble des activités d'un laboratoire. « Il faudra assurer la qualité des diagnostics tout comme celle de la douche pour se rincer les yeux, de l'entreposage des solvants ou de toute autre opération faite dans un laboratoire. Ça impose des responsabilités, comme la tenue des registres. Il faudra former du personnel pour assurer le suivi de toutes les mesures qui sont prises », souligne-t-il. De belles et bonnes mesures pour lesquelles il faudra investir de l'argent si on ne veut pas que les efforts soient vains, conclut-il.

Le Devoir

C'est clair



MICHEL DAVID

Depuis le temps qu'on demande à Michael Ignatieff de dire ce qu'il entend faire pour donner une signification concrète à la reconnaissance de la nation québécoise, il faut lui être reconnaissant d'avoir enfin répondu à la question: il ne fera rien.

On s'en doutait un peu, me direz-vous, mais il est toujours préférable de l'entendre de la bouche du cheval. Dans l'entrevue qu'il a accordée jeudi à mes collègues Hélène Buzzetti et Alec Castonguay, du *Devoir*, M. Ignatieff a été d'une parfaite clarté. Selon lui, le fédéralisme canadien fonctionne bien et le Québec a tous les pouvoirs dont il a besoin pour s'épanouir.

Là où M. Ignatieff est moins franc, c'est quand il présente la reconnaissance de la nation québécoise comme une entreprise pédagogique destinée au Canada anglais, qui voyait le nationalisme comme un danger. Quand il en a pris l'initiative, en 2006, il s'agissait plutôt de s'assurer l'appui des délégués du Québec dans la course à la succession de Paul Martin.

La mémoire est une faculté qui oublie et M. Ignatieff s'était bien gardé de nous le rappeler depuis, mais il avait déjà fixé sans la moindre équivoque les limites de cette reconnaissance. Dans un document intitulé *Bâtir notre nation* (canadienne, il va dans dire), publié en septembre 2006, il écrivait: « Reconnaître le Québec — et les peuples autochtones — en tant que nations à l'intérieur du Canada n'équivaut pas à faire de nouvelles concessions. C'est simplement reconnaître un fait. Ce n'est pas non plus le prélude à une nouvelle série de transferts de compétence. »

Il poursuivait: « Le Québec possède déjà l'autorité dont il a besoin dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'immigration, de la formation de la main-d'œuvre, de la langue et de la culture pour protéger l'identité de son peuple et pour promouvoir son développement économique et social. »

Ignatieff fait le pari que les Québécois tiennent davantage à se débarrasser des conservateurs qu'à rapatrier le pouvoir d'élaborer eux-mêmes leurs politiques culturelles

On compare souvent M. Ignatieff à Pierre Elliott Trudeau, mais il y a une différence de taille. En 1980, l'ancien premier ministre avait fait preuve d'une duplicité inqualifiable en promettant des changements, que tout le monde au Québec avait interprétés comme l'assurance d'une plus grande décentralisation de la fédération.

Personne ne pourra accuser l'actuel chef du PLC de fausse représentation. Il ne fait même pas semblant d'entretenir une petite porte, en disant par exemple que « le fruit n'est pas mûr » ou que la priorité est actuellement de s'assurer que le Canada sorte de la crise économique le plus rapidement et le moins amocho possible. S'il devient premier ministre, et pour la durée de son règne, le dossier constitutionnel continuera de s'empoussiérer sur les tablettes.

Pourtant, à l'exception de la frange trudeaiste, les fédéralistes du Québec ont toujours souhaité une réforme constitutionnelle qui accorderait plus de pouvoirs au Québec, au moins dans les domaines directement liés à son identité.

Le premier ministre Charest a trouvé dans l'actuelle récession un prétexte commode pour mettre ses demandes sous le boisseau. Un jour ou l'autre, il lui faudra pourtant y revenir. Or la position de M. Ignatieff est la négation même du programme constitutionnel du PLQ.

Il est vrai que, avec le départ de Benoît Pelletier, le rapport qui porte son nom semble avoir rejoint aux archives les nombreux programmes dont le PLQ a accouché au fil des ans, comme le Livre beige de Claude Ryan ou encore le rapport Allaire, qui est plutôt devenu le programme du PQ.

Le moins qu'on puisse dire est que le tandem Jacques Dupuis-Christine St-Pierre ne donne pas l'impression de vouloir partir en guerre pour obtenir l'exclusivité des pouvoirs en matière de culture et de communications.

Il est un peu étonnant d'entendre dire que M. Ignatieff courtise le vote nationaliste, alors que son discours annonce non seulement la consécration du statu quo constitutionnel, mais aussi de nouveaux empiètements sur les champs de compétence des provinces.

Au lendemain de son couronnement, le mois dernier, il a déclaré que son objectif était de faire du Canada une « société du savoir », même si la Constitution reconnaît de façon très explicite aux provinces la compétence exclusive en matière d'éducation.

Jeudi soir, au Sheraton, il a indiqué que la culture serait un autre élément central de son programme de gouvernement. « La culture, c'est ce qui nous rend vivants [...]. La culture, c'est la vitrine des peuples », a-t-il dit. Précisément. Si elle est si essentielle à l'affirmation de la nation canadienne, cela devrait valoir aussi pour la nation québécoise.

Manifestement, M. Ignatieff fait le pari que les Québécois tiennent davantage à se débarrasser des conservateurs qu'à rapatrier le pouvoir d'élaborer eux-mêmes leurs politiques culturelles. Qu'il lui suffit de promettre de rétablir les subventions supprimées idiotement par le gouvernement Harper.

Finalement, il y a une autre différence entre Ignatieff et Trudeau. En 1980, ce dernier s'était senti obligé de faire miroiter des gains aux Québécois. Aujourd'hui, son successeur peut simplement leur promettre de les dépouiller moins que les conservateurs. A en juger par l'ovation qui lui a été réservée jeudi, cela suffit à plusieurs.

Le Devoir

mdavid@ledevoir.com

ÉCOLES

SUIITE DE LA PAGE C 1

La subtilité vient du fait que le Régime pédagogique ne dicte pas de façon obligatoire le temps devant être accordé à chacune des matières de base, dans la mesure où la matière est bel et bien enseignée et où les objectifs sont atteints. En exploitant ce flou, qui permet par exemple à certaines écoles de mettre un plus grand accent sur les arts ou encore les sports, on pourrait essayer d'aplanir les irrégularités dans les écoles juives orthodoxes.

Ce genre de négociations fait frémir Pierre Curzi, porte-parole péquiste en matière d'éducation. « On a éradiqué en principe la religion de notre système d'enseignement public, cela ne se peut pas que par la porte d'en arrière on la réintroduise. [...] Il est question de négociations entre un État et une communauté. On ouvre la porte à toutes les négociations et à tous les compromis avec toutes les communautés. C'est une porte qu'on doit fermer », tranche M. Curzi.

Jean-Pierre Proulx, professeur en sciences de l'éducation à l'Université de Montréal, constate pour sa part que cette voie est « incertaine ». « La ministre ne peut faire que ce que la loi l'autorise à faire », note-t-il.

Spécialiste des communautés juives, l'anthropologue Pierre Anctil juge pour sa part pertinente l'idée de considérer que l'enseignement juif répond à certaines exigences du programme scolaire québécois. « L'enseignement de la tradition juive ne s'éloigne pas fondamentalement des programmes plus laïques », croit le professeur de l'Université d'Ottawa. Il y voit surtout une solution de compromis acceptable qui permettrait d'éviter le débat devant les tribunaux.

Quadrature du cercle

Cela dit, même si on règle d'un coup de baguette magique la question du temps d'enseignement, l'enjeu du cours d'éthique et culture religieuse demeurera entier. Il s'agit d'une matière obligatoire dans le Régime pédagogique.

Pour M. Anctil, il serait fort surprenant que les juifs orthodoxes consentent à traiter ainsi des autres religions. « C'est impensable pour eux d'enseigner Noël ou Pâques. Ils diraient que cela viole leur conscience. »

Le problème équivaut à tenter de résoudre la quadrature du cercle. Comment arriver à un compromis qui ne fera pas vaciller le processus de laïcisation du système scolaire québécois, alors que le nouveau cours d'éthique et culture religieuse est soumis au test des tribunaux?

Si les « négociations » avec les écoles orthodoxes échouent à l'échéance en septembre, il restera donc à voir comment le ministre et sa ministre agiront. Supprimeront-ils les subventions des écoles non conformes? Si tel est le cas, exigent-ils que les écoles privées non subventionnées respectent le Régime pédagogique, comme le requiert la loi? Quelle que soit l'issue des pourparlers, une chaîne de dominos est susceptible de se mettre en branle.

ÉDITORIAL

IGNATIEFF ET LE QUÉBEC

Rien dans les mains

Michael Ignatieff ne manque jamais une occasion, chaque fois qu'il le peut, de se dire ouvert aux aspirations des Québécois. Jusqu'ici, en disant, vagues et souhait, pouvait laisser espérer de la part d'un prochain gouvernement libéral l'octroi au Québec de plus de reconnaissance et d'autonomie. Il serait illusoire d'attendre quoi que ce soit à cet égard. Le chef du Parti libéral le reconnaît lui-même. Il n'a rien à offrir.

Dans des entrevues accordées au *Devoir* et à *The Globe and Mail* juste avant la tenue d'un grand rassemblement partisan à Montréal jeudi soir, Michael Ignatieff a précisé sa pensée. La reconnaissance du Québec comme nation qu'il a été le premier à prôner n'a pas de signification particulière. C'était reconnaître une évidence, un état de fait. Point! Il ne faut attendre, d'un gouvernement libéral, rien de plus. Pas question donc de soumettre les institutions fédérales à l'autorité de la loi 101 au Québec, comme le propose le Bloc québécois. Pas question non plus d'accorder au gouvernement Charest la souveraineté qu'il réclame en matière de culture.

Le chef libéral fait là un pas en arrière. Pendant plusieurs mois, il aura joué la carte nationaliste en laissant entendre subtilement qu'il comprenait le Québec et était désireux de faire la paix. Son entourage et lui nous rappelaient sans cesse l'appui donné à l'encontre des bonzes du Parti libéral à la reconnaissance de la nation québécoise, une proposition qui a fini par se rendre jusqu'à la Chambre des communes, où elle fut adoptée à la quasi-unanimité. Le message, à peine subliminal, était voilà un leader courageux et déterminé, à qui les Québécois pourraient faire confiance pour défendre leurs aspirations et faire avancer leur cause.

La main tendue est tout à coup retirée. Michael Ignatieff revient à l'orthodoxie libérale voulant qu'il n'y ait pas lieu de modifier le fédéralisme canadien puisqu'il fonctionne bien et qu'ouvrir des négociations constitutionnelles serait ouvrir une boîte de Pandore. La chose n'est pas surprenante. Michael Ignatieff, si jamais il a eu quelque velléité de s'engager envers le Québec, se sera fait rappeler par l'establishment du parti qu'une trop grande ouverture à l'égard de cette province pourrait lui coûter des votes précieux dans le reste du Canada. Pas de traitement particulier pour le Québec.

La position du chef libéral à tout au moins le mérite de la franchise. Mieux vaut savoir maintenant qu'il est pour le *statu quo* que découvrir trop tard qu'il ne tient ses promesses qu'à moitié ou pas du tout... comme ce fut le cas pour plusieurs des engagements pris par Stephen Harper, qui pour cette raison a justement presque perdu totalement la confiance des Québécois. Cela étant, Michael Ignatieff fait le pari que le vote massif de protestation contre les conservateurs qui se prépare au Québec ira majoritairement vers le Parti libéral plutôt que vers le Bloc québécois. Il compte s'approprier ce vote en affirmant que seul un vote libéral peut assurer la défaite des conservateurs. Que seul un vote libéral peut garantir le retour des subventions aux entreprises culturelles.

Ce discours de Michael Ignatieff est un classique du genre. Il ne nous invite pas tant à voter libéral qu'à défaire les conservateurs, ce qui aurait pour effet de déplacer notre point d'attention et de ne pas mettre en doute les politiques qu'il entend mettre en œuvre. Le piège est là. Il est d'autant plus dangereux que Michael Ignatieff revient à l'orthodoxie libérale des années Chrétien. Il n'est pas en train de changer le Parti libéral, condition essentielle pour renouer avec le Québec.

AIDE À L'AUTO

Les chars, ça fera!

Après avoir obtenu d'Ottawa qu'il injecte pas moins de 10,8 milliards de dollars de fonds publics pour leur venir en aide cette année, voilà que les constructeurs de bagnoles nord-américains, appuyés par leurs associations de concessionnaires, reviennent à la charge pour ajouter de la crème sur le gâteau.

Hier, en conférence de presse, ils ont pressé le gouvernement Harper d'injecter une autre tranche de 350 millions pour inciter les propriétaires de voitures vieilles d'au moins dix ans à se procurer un modèle neuf. Agir ainsi aurait le double avantage, disent-ils, de stimuler la demande pour des autos neuves, dont les ventes sont en chute libre depuis l'automne, et bien sûr de réduire la pollution. Comme si ces gens qui ont toujours été opposés aux nouvelles normes antipollution des gouvernements venaient subitement de se convertir au vert!

Selon la proposition empruntée à quelques pays européens, où elle a eu un effet positif temporaire sur les ventes de voitures neuves, Ottawa devrait accorder un crédit d'impôt de 3500 \$ par auto échangée. L'histoire ne dit pas si les acheteurs auraient le choix du modèle, mais compte tenu du sans-gêne des constructeurs nord-américains, qui ont toujours revendiqué des mesures protectionnistes pour masquer leur incurie, on peut supposer que le choix serait restreint aux seules voitures qu'ils mettent en marché eux-mêmes, soit les moins fiables et les plus énergivores de l'industrie...

Trêve de plaisanterie, ces considérations sont sans importance, puisqu'il faut s'opposer à quelque programme que ce soit dans le genre. Comment peut-on être assez irresponsable et nombriliste pour revendiquer des gouvernements qu'ils empruntent de milliard supplémentaire afin d'encourager les familles à s'endetter elles-mêmes d'au moins 20 000 \$ chacune pour «changer de char»? Le Canada n'a-t-il pas déjà assez fait pour cette industrie coupable de tant de problèmes financiers et environnementaux, collectifs et familiaux? Et de toute façon, il existe déjà un petit programme fédéral appelé Adieu bazou qui vise à retirer des vieilles bagnoles de la route en échange d'une laissez-passer de transport en commun, pas d'une voiture neuve!

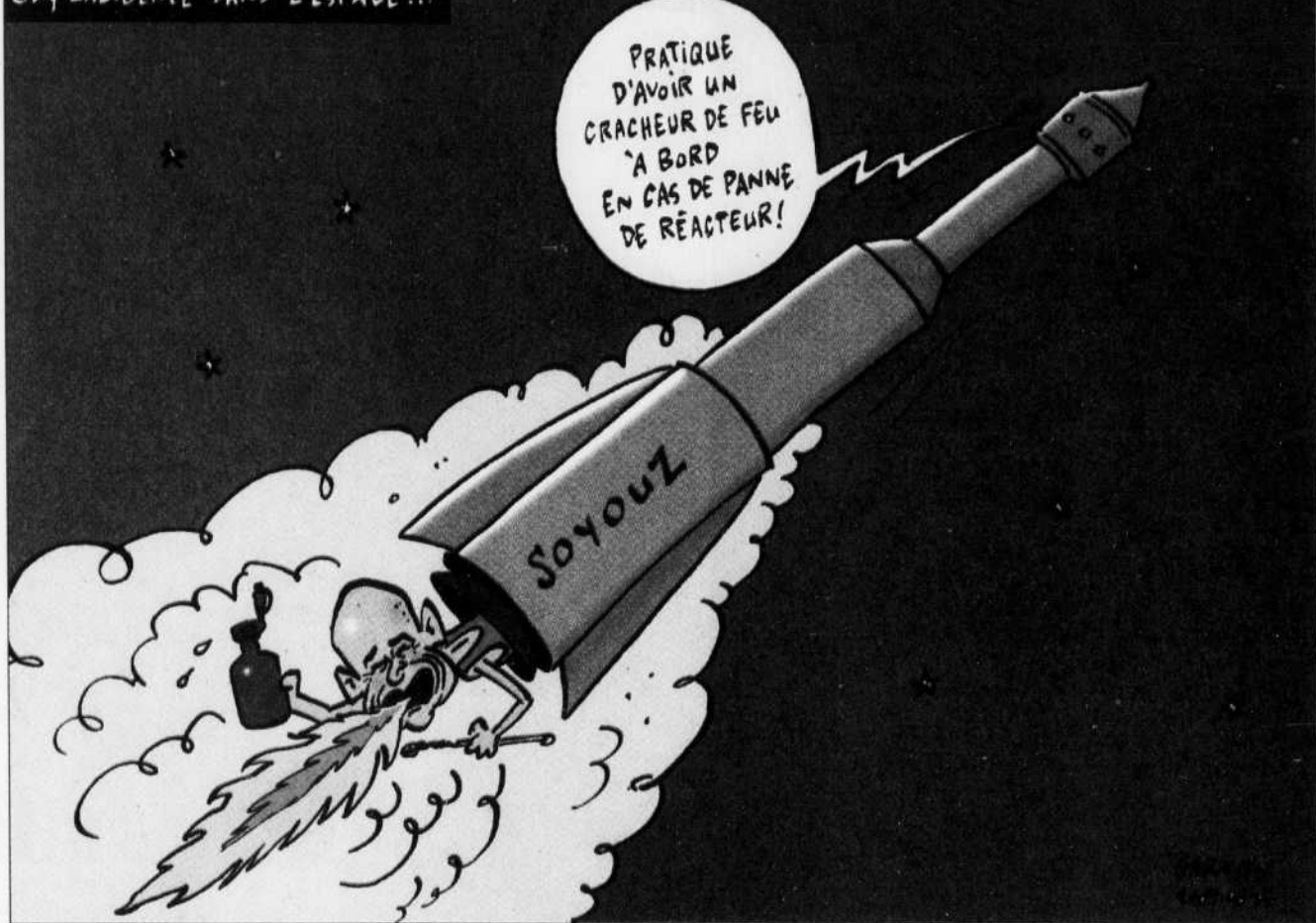
S'il faut absolument emprunter à l'heure actuelle, ce n'est certainement pas à l'achat de voitures neuves que l'argent doit aller. Même sur le plan strictement économique, le projet n'a pas de sens puisque, si la demande pour des autos neuves a ralenti récemment, ce n'est qu'une question de temps avant qu'elle ne reparte à la hausse. Devancer le mouvement alors qu'il y a tant à faire ne serait que gaspillage de fonds publics.

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
 Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSFAÇON
 Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE
 Directrice de l'information JOSEF BOILEAU
 Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU
 Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
 Directrice, ventes publicitaires MANON BÉLAND

GUY LALIBERTÉ DANS L'ESPACE...



BERNARD DESCÔTEAUX

LETTRES

La vue bouchée d'Israël

Monsieur Yoram Elron, consul général d'Israël au Québec, vous nous écrivez ici même pour nous éclairer sur la perspective israélienne. Après la lecture de votre déclaration, je dois vous remercier de nous aimer, de nous comprendre et bien sûr de trouver que nous faisons preuve d'ouverture d'esprit, sauf sur le sujet qui vous intéresse. Toutefois, vous nous servez la rhétorique de la victime incendiaire. Bien sûr, nous n'avons pas toute votre perspective historique, mais nous gardons à l'esprit qu'en 1947, ce que les Nations unies ont «offert» aux Palestiniens, ce n'est rien de moins que de les débarrasser de leur territoire. Ils y vivaient pourtant depuis des siècles sans faire appel à vous. D'ou, peut-être, leur colère. Vous oubliez aussi que ces mêmes Nations unies, vous n'en respectez guère les résolutions. Qu'est-ce que cet organisme représente donc réellement pour vous? Par ailleurs et contrairement à vos dires, nous ne sommes pas dupes de quelques journalistes ou d'infâmes intellectuels. Nous pouvons nous vanter de recevoir un traitement médiatique beaucoup plus équilibré que celui de nos voisins américains, qui ne se doutent même pas que les Palestiniens sont des êtres humains avec des noms et une histoire. On peut se demander si le soutien indéfectible de votre puissant allié pourrait dépendre d'un tel biais dans l'information.

Je vous accorde que les tireurs de roquettes de Gaza sont des nuisances intolérables, mais quelle sympathie pensez-vous vous attirer en proclamant la nécessité d'une «réponse disproportionnée». Poser la question, c'est y répondre. Ces propos, tenus par de hauts dirigeants israéliens, ont quelque chose de sanguinaire qui dépasse le simple ras-le-bol, mais trahissent plutôt une vieille habitude revancharde et impitoyable. Vous nous demandez ce que feraient les autres nations. On semble connaître votre réponse, alors je vous retournerais la question, monsieur le consul général. Que feraient les autres nations à la place des Palestiniens? Comment se sentiraient-elles, si elles étaient forcées de subir pendant des décennies la déportation massive, la répression, l'appauvrissement, la dépossession et le dénigrement au contact d'un voisin puissant, qui est armé jusqu'aux dents avec le meilleur matériel militaire qui soit et qui ne se gêne pas pour s'en servir? On devrait peut-être leur offrir un territoire bien à eux et à l'abri, à moins que vous n'ayez d'autres suggestions, vous qui partagez nos valeurs?

Ronald Collette
 Boucherville, le 4 juin 2009

L'anglais avant tout

Le 17 juillet 2008, Isabelle Porter, journaliste du *Devoir* basée à Québec, a com-

munié en primeur mon intention de me présenter à la mairie de Montréal. Avec la candidature de Louise Harel, j'annonce que je me retire de la course et que j'offre mon soutien à l'ex-ministre péquiste. Il y a quelques semaines, j'ai publié un essai intitulé *Anglaïd*, qui dénonce l'ethnocentrisme linguistique et culturel des anglophones, en général. Je me doutais bien que nos médias n'allaient pas trop bien accueillir mon ouvrage, et certains ont même osé me traiter de raciste. L'éditorial publié dans *The Gazette* du jeudi 4 juin, dans lequel on compare Mme Harel à Mom Boucher, ne fait que me donner raison. Bien sûr, bon nombre de leaders anglophones ont réagi à ce texte en émettant des propos plus modérés, voire positifs à l'égard de la candidate, mais, en général, les anglophones ne sont pas de cet avis.

Je connais peu d'endroits dans le monde où un maire, éclaboussé par autant de scandales, n'aurait pas eu à démissionner. Pourtant, je vous prédis que les anglophones de Montréal voteront massivement pour Gérald Tremblay le 1^{er} novembre prochain. L'important, pour les anglophones de Montréal, est que le maire encourage la progression de l'anglais. Les questions de bonne gouvernance et d'honnêteté sont superflues.

Michel Brûlé
 Éditeur

REVUE DE PRESSE

Écrans de fumée ?

Manon Cornellier

L'injection de 10,5 milliards de dollars dans General Motors par les gouvernements fédéral et ontarien fait grincer beaucoup de dents. Chroniqueur conservateur, Terence Corcoran, du *Financial Post*, est tout chamboulé. Selon lui, le problème est qu'on a épargné la faillite à GM et permis à cette «vieille industrie automobile nord-américaine, geignarde, quêteuse de subventions, protectionniste et syndicalement coincée». Corcoran rappelle que les fonds injectés par le gouvernement ne serviront pas, pour l'essentiel, à rebâtir l'entreprise, mais à renflouer le régime de retraite des employés. Le journaliste est furieux, car il estime que les Canadiens ont déjà largement payé pour aider cette entreprise, à travers des tarifs douaniers onéreux sur un grand nombre de véhicules. Il évalue ce coût à au moins 10 milliards sur dix ans. Et, malgré ces tarifs, les constructeurs américains n'ont pas su s'ajuster. Le chroniqueur craint qu'Ottawa n'ait créé un précédent qui poussera d'autres entreprises, incapables d'assumer les coûts de leur régime de retraite, à cogner à sa porte.

Jeffrey Simpson, du *Globe and Mail*, est du même avis. Il sera pratiquement impossible, à l'avenir, de refuser de venir en aide à d'autres industries en difficulté, dit-il. Il rappelle que, à la sortie de cette récession, le gouvernement devra hausser les impôts et taxes et réduire ses dépenses pour rétablir l'équilibre budgétaire. Pas une région n'acceptera de payer la note, pas une industrie, pas un groupe dépendant de la générosité d'Ottawa.

Thomas Walkom, du *Toronto Star*, estime qu'il est louable que les deux gouvernements aient voulu soutenir l'industrie canadienne, mais il doute des moyens choisis. Ce n'est pas en devenant des partenaires minoritaires dans l'entreprise qu'ils auront l'influence qu'ils prétendent. GM est maintenant contrôlé par

le gouvernement américain et par personne d'autre. Et ce gouvernement a des intérêts à défendre qui ne sont pas ceux du Canada. Si davantage d'emplois doivent disparaître, ce ne seront plus ceux aux États-Unis, prédit-il, d'autant plus qu'Ottawa n'a obtenu aucune garantie au sujet d'un plancher d'emplois. Il pense que le Canada aurait pu suivre l'exemple de l'Allemagne, qui a cherché à sauver la filiale Opel en en prenant partiellement le contrôle et en trouvant de nouveaux partenaires, dont le Canadien Frank Stronach.

Un peu de compréhension

Le *Toronto Star*, lui, estime que les premiers ministres Harper et McGuinty n'avaient pas d'autre choix, car il n'y avait pas que les emplois chez GM qui étaient en péril, mais aussi les emplois directs et indirects que cette entreprise génère. Ils devaient agir pour éviter un effet domino, écrit le *Star*. Le *Winnipeg Free Press* comprend qu'une faillite de GM aurait eu un effet douloureux sur l'économie et que cette éventualité a «poussé Stephen Harper à franchir le Rubicon». Le *Halifax Chronicle-Herald* se montre lui aussi compréhensif, mais il note que le plus dur commence pour les deux gouvernements: trouver la porte de sortie. La chaîne SunMedia conclut elle aussi que «laisser GM sombrer n'était pas une option». Si le contexte avait été différent, écrit-il, il y aurait eu lieu d'hurler. SunMedia n'est pas ravi de l'entente, dont il critique les points essentiels, mais l'inaction aurait été encore plus coûteuse.

Chroniqueur pour la même chaîne, Greg Weston relève qu'il s'agit quand même d'une somme mirobolante. Pour le même prix, les deux gouvernements auraient pu verser 10 000 \$ à 1,5 million de Canadiens pour l'achat d'un véhicule, ce qui aurait peut-être fait davantage pour relancer GM.

James Travers, du *Toronto Star*, est en

désaccord avec son équipe éditoriale. Selon lui, GM a obtenu ce qu'il voulait des contribuables. «Comme ils ne voulaient pas acheter ses véhicules, elle a vendu à leurs gouvernements une tranche de l'entreprise se trouvant au bord de la faillite.» Travers est surtout furieux que des milliards soient investis sans qu'il y ait un véritable débat public ou une évaluation des solutions de rechange. «Le gros bon sens aurait dicté de protéger les employés contre les pires effets de la récession, tout en les préparant pour une économie en évolution. Les gouvernements ne devraient pas favoriser une entreprise ou un secteur, un point que ne manqueront pas de faire ressortir les travailleurs forestiers.» À son avis, les gouvernements auraient dû investir là où le risque était moindre et où le rendement était meilleur.

En passant

La décision du gouvernement Harper de permettre aux victimes de terrorisme de poursuivre les responsables, y compris les États commanditaires, a suscité un certain cynisme. Don Martin, du *National Post*, se demande si «6653, route de la Cave, Troisième montagne à gauche, Pakistan», est la bonne adresse pour envoyer une sommation à Oussama ben Laden. Il soupçonne le gouvernement d'avoir perdu ce projet de loi simplement pour permettre aux avocats d'avoir du travail durant la récession. Martin dit n'avoir rien vu d'«aussi ridicule». Il rappelle que le système judiciaire canadien est engorgé, et on veut que des gens s'y engagent en accusant des étrangers et des États pour obtenir des indemnités dont ils ne verront jamais la couleur. Quelle perte de temps, prédit-il. «Mais quand un gouvernement se débat pour tenter de détourner l'attention de son film-catastrophe sur l'économie, tout est permis.»

mcornellier@ledevoir.com

IDÉES

Mairie de Montréal

Le règne des sauveurs

NICOLAS BERGERON
Conseiller en affaires internationales

Il y a maintenant près de huit ans est arrivé Gérard Tremblay pour sauver Montréal de l'emprise de Pierre Bourque et de Vision Montréal. Auréolé de son expérience de ministre à Québec, Gérard Tremblay est arrivé, rassembleur, pour crier haut et fort son attachement à une plus grande transparence et à une plus grande démocratie à Montréal.

Par rapport aux intentions de départ, le bilan ne sera malheureusement jamais à la hauteur. Montréal semble plus ancré que jamais dans le XX^e siècle (autoroute Notre-Dame, échangeur Turcot, tergiversations sans fin pour un lien ferroviaire entre le centre-ville et l'aéroport...), alors que, dans une multitude d'autres villes du monde — et, dérompons-nous, pas seulement les villes européennes ou nord-américaines mais également africaines, latino-américaines ou encore asiatiques — les politiques d'urbanisme du XXI^e siècle (investissement massif dans les transports publics, limitation de l'espace pour la voiture, quartiers conviviaux, gestion des matières résiduelles...) sont mises en place à un rythme accéléré. Montréal ressemble aujourd'hui à l'image que projetait la France des années 80, incapable de suivre la contemporanéité. Ce constat fait aujourd'hui l'objet d'un consensus de plus en plus large.

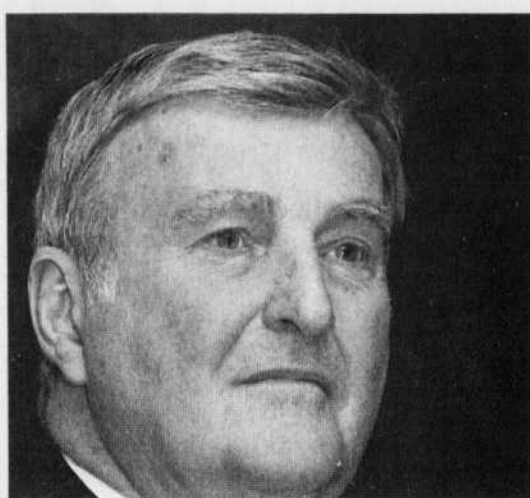
Malheureusement, le remède aujourd'hui proposé apparaît bien peu adéquat. Il semble que beaucoup trop de Montréalais soient disposés à répéter une formule connue: adopter un nouveau sauveur, cette fois-ci personnifié par Louise Harel. Les similitudes sont trop apparentes! Elle dit vouloir se monter rassembleuse; bien évidemment, elle surfe également sur les problèmes de transparence de l'administration Tremblay, et, de nouveau, voilà que les questions de structure occupent pratiquement tout le discours. Cependant, il n'est aucunement nécessaire de gratter très longtemps pour voir resurgir les faiblesses les plus manifestes de Louise Harel.

Elle est d'abord certainement l'une des principales responsables du désordre organisationnel qu'elle dénonce aujourd'hui. Sa méthode profondément antidémocratique d'imposer les fusions n'en fut que le détonateur. De plus, même si beaucoup s'entendent pour dire que la structure actuelle est source de problèmes, le diagnostic de Louise Harel est manifestement erroné. On ne peut attribuer tous les maux de Montréal à sa trop grande décentralisation, car les études comparées dans le domaine indiquent que Montréal est une ville très centralisée, presque tout étant décidé par le comité exécutif, qui siège à huis clos.

Deuxièmement, son passage à Vision Montréal soulève quelques doutes. Ceux qui composent le



JACQUES NADEAU LE DEVOIR



JACQUES GRENIER LE DEVOIR



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Après Gérard Tremblay, qui devait sauver Montréal de l'emprise de Pierre Bourque, voici que Louise Harel semble personnifier le nouveau sauveur de la ville.



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

parti choisi par Louise Harel ne sont certainement pas les personnes adéquates pour remettre Montréal sur les rails; ce sont les mêmes qui ont maintenu Montréal en marge des développements actuels sur le plan de l'urbanisme.

Des questions en suspens

Aussi, l'alliance entre Benoit Labonté et Louise Harel donne l'impression que la conquête du pouvoir est une fin en soi et qu'il ne s'agit aucunement de la défense d'idées. Comment expliquer qu'une personne comme Mme Harel s'allie avec un affairiste de la sorte? Comment peut-elle expliquer son alliance avec celui qui a appuyé la privatisation de Montréal? Comment se sent-elle auprès de celui qui a défendu bec et ongles la vente du seul marché public situé dans un quartier qui est connu comme un désert alimentaire (le marché Saint-Jacques)?

Comment expliquera-t-elle aux citoyens d'Hochelaga-Maisonneuve qu'elle fera campagne avec un politicien qui appuie sans réserve l'autoroute Notre-Dame, alors que les avis des spécialistes sont sans équivoque: les plans proposés affecteront l'état de santé des résidents de ce quartier, notamment en faisant augmenter le nombre de naissances prématurées (selon des études de la Direction de la santé publique de Montréal).

Troisièmement, Louise Harel a une vision ré-

ductrice des maux montréalais. Jusqu'à présent, elle limite les problèmes de Montréal à sa structure politique, alors que les racines du retard de Montréal sont beaucoup plus profondes. N'en déplaise à Louise Harel, la structure politique de Montréal a bien peu à voir avec les choix politiques qu'on a faits quant au transport public ou encore à la privatisation de l'expertise qui se trouvait autrefois dans l'administration municipale. Tout comme Gérard Tremblay, elle possède assurément une bonne expérience de gestion publique, mais qu'en est-il de ses compétences à propos de l'urbanisme? Elle n'a encore absolument rien avancé à ce sujet, puisque là réside sa principale faiblesse.

Un maire pour Montréal

Il est franchement préoccupant qu'une candidate qui n'a présenté aucun programme, si ce n'est une critique de la structure, qui n'a avancé aucune idée de ce qu'elle proposera comme conception urbaine pour Montréal, puisse recueillir un appui aussi considérable. Montréal a déjà trop pâti de ces sauveurs, qui viennent et vont sans que jamais depuis des décennies les questions d'urbanisme n'aient été inscrites à leur ordre du jour, et ce, tout simplement parce qu'ils n'ont pas les compétences voulues pour les insérer dans leurs discours.

Il apparaît plutôt inconcevable qu'on approche à

grand pas de la fin de l'ère du pétrole et que Montréal se dirige vers une nouvelle campagne électorale où la principale question débattue sera celle de la structure, comme le souhaite Louise Harel.

Il est également très préoccupant de voir se présenter de nouveau un candidat qui fera de l'hôtel de ville une succursale d'un parti politique provincial. Malgré ses propos contraires, Louise Harel apportera immanquablement une acrimonie dans les relations entre Montréal et le gouvernement libéral de Jean Charest, car elle s'est déjà «peinturée dans le coin» de façon trop voyante.

Cette acrimonie sera assurément coûteuse, puisque plusieurs transformations annoncées ne peuvent se réaliser sans l'appui du gouvernement québécois. Outre ce problème, Montréal doit se défaire, au niveau municipal, de la trop grande emprise des partis provinciaux, qui ont favorisé presque à sens unique les banlieues plutôt que la ville-centre (métro de Laval, train de banlieue, pont de la 25...).

Tous ces constats soulèvent des questions qui devront refaire surface dans les prochains mois. À quand un maire pour Montréal et non pas un gestionnaire pour le PLQ ou le PQ? À quand la fin du règne des sauveurs? À quand le retour des préoccupations relatives à l'urbanisme et d'un maire qui en possède les compétences et qui en fera ses priorités?

Agir pour Radio-Canada avant qu'il ne soit trop tard

PABLO RODRIGUEZ
CAROLE LAVALLÉE
CHARLIE ANGUS

Respectivement porte-parole du Parti libéral du Canada, du Bloc québécois et du NPD en matière de patrimoine

CBC-Radio-Canada a dû annoncer récemment la suppression de 800 emplois, soit 10 % de son personnel, assortie d'une baisse de sa production en télévision, radio et Internet. Le service d'information francophone sera durement touché par les mesures qu'a prises la Société pour éponger son manque à gagner de 171 millions de dollars.

Contrairement à ce qu'avance James Moore, ministre du Patrimoine canadien, le financement de la société d'État n'est pas en hausse. Chaque fois que le gouvernement refuse d'ajuster son budget, comme ce fut le cas cette année, CBC-Radio-Canada doit en fait composer avec un déficit budgétaire, en raison de l'inflation et de la hausse des coûts de production, déficit qui se creuse encore davantage aujourd'hui avec la baisse des revenus publicitaires attribuable à la crise économique.

Dans ce contexte de crise, la situation aurait pu être différente si le gouvernement conservateur avait pris des mesures pour limiter les dégâts et empêcher des pertes d'emplois supplémentaires, mais il n'a rien fait. Il a refusé à CBC-Radio-Canada un prêt ou une avance de

fonds, et la Société attend toujours l'enveloppe de 60 millions de dollars qu'elle reçoit depuis 2001 pour des initiatives de programmation. Cette inaction oblige l'organisme de radiodiffusion CBC-Radio-Canada à faire des choix difficiles, qui auront des conséquences désastreuses sur sa mission.

Perte de financement

Pire, alors que le ministre du Patrimoine a clairement dit par le passé qu'il n'y aurait plus de coupes à CBC-Radio-Canada, voilà qu'on apprend que le diffuseur public pourrait perdre 5 % de son financement gouvernemental à la suite de l'examen stratégique des programmes et services fédéraux présentement en cours. Cela pourrait vouloir dire plus de 56 millions de dollars en moins dans son budget l'année prochaine. C'est inacceptable!

Le ministre du Patrimoine peut-il au moins garantir aux employés de CBC-Radio-Canada que son gouvernement va maintenir le financement l'an prochain?

Le gouvernement conservateur fait preuve de la plus grande incohérence quand il rejette toute forme d'accord budgétaire pour le diffuseur public, tout en s'empresant de trouver des solutions pour venir en aide aux réseaux privés qui réclament un soutien de l'État. Le gouvernement doit aider tous les télédiffuseurs à traverser la crise économique actuelle, y compris CBC-Radio-Canada.



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Le gouvernement doit garantir à la SRC un financement stable.

Les compressions budgétaires à CBC-Radio-Canada surviennent à un moment crucial, où le diffuseur public aurait, au contraire, besoin de soutien pour continuer à être le chef de file de l'information, notamment dans les régions, et maintenir son rôle de moteur de l'industrie médiatique, particulièrement important aux yeux des communautés francophones en situation minoritaire.

Qualité à protéger

Faut-il le rappeler? Radio-Canada est une entité dont le rôle comme entreprise d'information est essentiel à la diversité. C'est une entreprise culturelle dont les investissements sont cruciaux pour des producteurs privés, des artistes, des créateurs. Quand la voix de CBC-Radio-Canada s'éraïlle, c'est la force innovante des créateurs qui s'essouffle.

On peut avoir l'impression qu'une fois de plus CBC-Radio-Canada pourra s'en sortir.

Pourtant, nous craignons que, cette fois, l'inaction, voire la mauvaise foi du gouvernement conservateur dans ce dossier, soit de nature à hypothéquer l'avenir du diffuseur public et mette en péril le rôle et la place qu'occupe CBC-Radio-Canada dans le paysage médiatique, notamment auprès des francophones et dans le marché culturel québécois.

À l'heure où la convergence médiatique nous fait craindre une reproduction à outrance des mêmes informations dans différentes plates-formes, il faut protéger la qualité de cette importante source d'information qu'est CBC-Radio-Canada.

Le gouvernement doit garantir un financement stable, pluriannuel et accru pour le diffuseur public. C'est une question d'engagement envers la diversité de l'information, le développement culturel et l'occupation du territoire. En somme, un engagement envers la culture.

Survie du Conseil de presse

Il en va de la liberté de la presse

AMIR KHADIR
Député de MercierFRANÇOISE DAVID
Porte-parole de Québec solidaire

Le Conseil de presse du Québec (CPQ) vit une crise sans précédent qui menace son existence même. Après avoir vu, au cours des derniers mois, les télédiffuseurs et les radiodiffuseurs privés s'en retirer, voilà que le CPQ vit une grave crise financière, en plus de voir son mandat profondément remis en question par certaines entreprises de presse.

Laissant planer la menace d'un désistement ou de coupures budgétaires draconiennes, certaines entreprises exercent de fortes pressions pour que le CPQ se contente dorénavant de traiter les plaintes reçues. D'autres voudraient voir réduite à sa plus simple expression sa fonction de «conseil», qui permet par exemple au CPQ de se prononcer sur certaines questions controversées comme la concentration de la presse ou la convergence. Nous estimons que ces modifications affaibliraient grandement la capacité d'action de cet organisme, au point de la rendre caduque.

Ministre silencieuse

Nous nous inquiétons grandement pour la survie de cet organisme, qui, rappelons-le, est le

seul à défendre à la fois la liberté de la presse et le droit du public à l'information. Le silence de la ministre responsable, Christine St-Pierre, n'aide en rien à nous rassurer.

Dans une société démocratique, l'information est une chose trop importante pour être soumise aux seuls aléas de décisions d'affaires. Par surcroît, tenir un débat sur le mandat actuel d'un organisme aussi névralgique derrière des portes closes, comme c'est le cas actuellement, n'a aucun sens.

Élargir le débat

Nous estimons que le débat devrait être élargi à toute la société civile. Pourquoi ne pas envisager la tenue d'une commission parlementaire qui pourrait aboutir à une loi sur le Conseil de presse? À l'instar de plusieurs, dont le président et vice-président démissionnaires du CPQ, nous estimons qu'une loi pourrait permettre, entre autres avantages, de stabiliser le financement du CPQ, actuellement soumis au bon vouloir des entreprises et des gouvernements, de confirmer ses mandats actuels, en plus de protéger les sources des journalistes.

En attendant, la ministre St-Pierre doit sortir de son mutisme et se prononcer de toute urgence sur l'avenir du Conseil de presse. Il en va de la liberté de la presse et du droit des citoyennes et des citoyens à l'information.

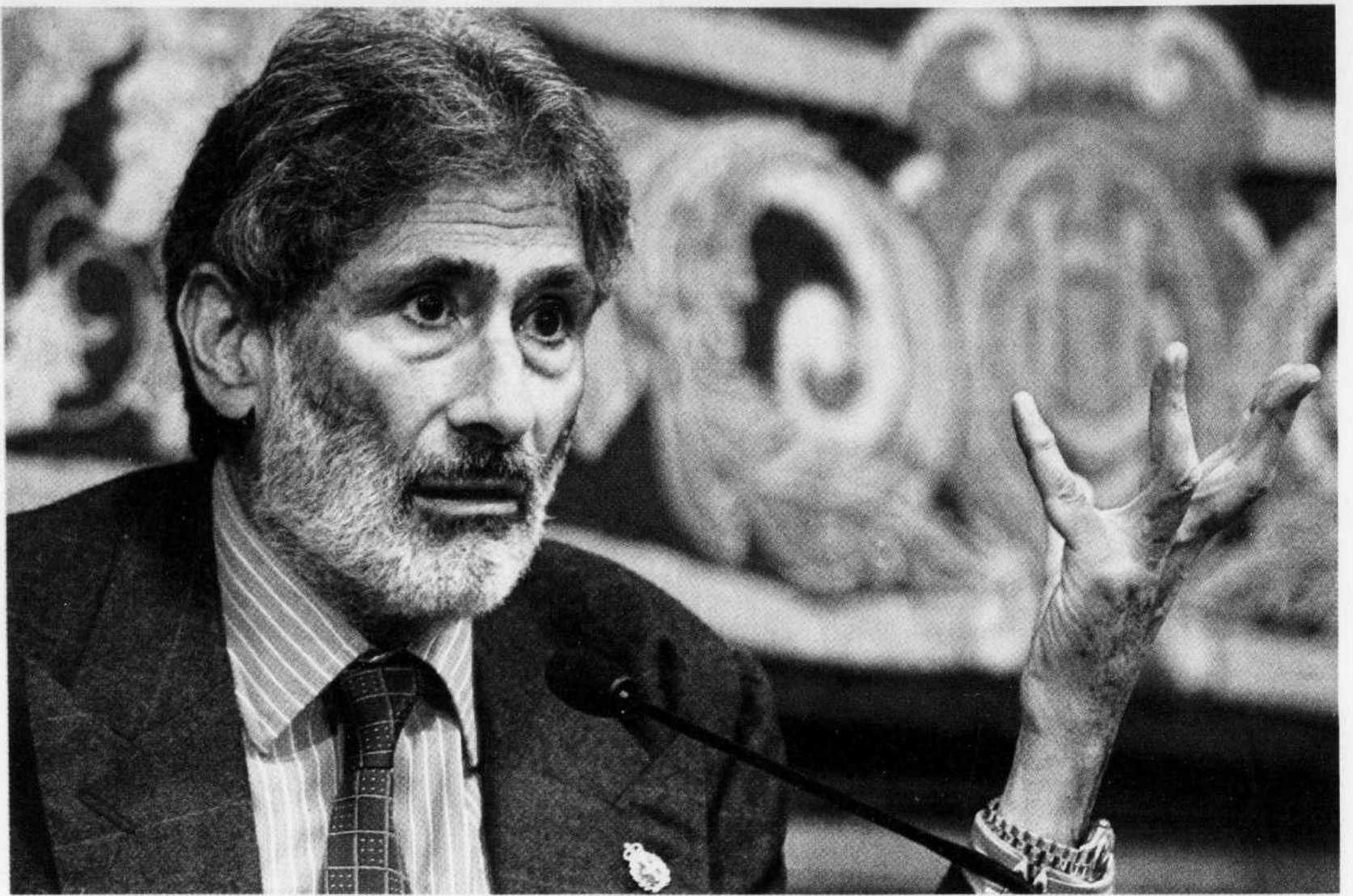
L'ÉQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION Information générale et métropolitaine : Gérard Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Marie-Andrée Chouinard (éditorialiste, responsable de la page Idées), Stéphane Baillargeon (général), Clairandré Cauchy (éducation), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Deglise (consommation), Jean Dion (sports), Louis-Gilles Francœur (environnement), Pauline Gravel (sciences), Brian Myles (justice et faits de société), Louise-Maude Rioux Soucy (santé), Alexandre Shields (général), Philippe Papineau (pupitre); information politique : Michel David (chroniqueur), Hélène Buzzetti et Alec Castonguay (correspondants parlementaires à Ottawa), Antoine Robitaille et Robert Dutrisc (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque (reporter); information culturelle : Michel Bélair (théâtre et cahier Culture), Guillaume Bourgault-Côté (reporter), Paul Cauchon (médias), Frédérique Doyon (reporter), Caroline Montpetit (titres), Isabelle Paré (reporter), Odile Tremblay (cinéma), Paul Bennett (pupitre cahiers spéciaux et culturels du week-end), Julie Carpentier (pupitre); information économique : Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), François Desjardins (reporter), Eric Desrosiers (reporter), Claude Turcotte (reporter), Dominique Remy (pupitre); information internationale : Guy Taillefer (adjoint au directeur de l'information), Serge Truffaut (éditorialiste), Claude Lévesque (reporter), Jean-Pierre Lévesque (pupitre international, page éditoriale et cahier Perspectives); Diane Précourt (responsable des pages thématiques); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); Michel Garneau (caricaturiste); Michèle Malenfant et Christine Dumazet (correctrices); Benoît Munger (responsable du site Internet), Émilie Folie-Boivin et Vincent Cauchy (communis Internet); Amélie Gaudreau (secrétaire à la rédaction); Jean-Jacques Coulombe et Étienne Plamondon-Emond (commis à la rédaction); DOCUMENTATION Gilles Paré (directeur), Manon Derome (Montréal), Olivier Spéclier (Québec), Monique Blhéer (Ottawa); PUBLICITÉ Julie Chrétien (directrice adjointe), Amélie Bessette, Jean de Billy, Jennifer Boly-Demers, Jean-François Bossé, Manon Boillard, Marlène Côté, Richard Douangmal, Amélie Maltais, Claire Paquet, Elyssa Porlier, Chantal Rainville, Isabelle Sanchez, Nadia Sebaj (publicitaires), Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaire); PRODUCTION Christian Goulet (directeur de production), Olivier Zaida (directeur adjoint), Michel Bernatchez, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin, Nathalie Zemaïtis; INFORMATIQUE Yanick Martel (administrateur Web), Hansel Matthews (technicien informatique); PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE Caroline Simard (responsable service à la clientèle), Nancy Beaulieu, Manon Blanchette, Nathalie Filion, Marie-Lune Houde-Brisebois; Jean-Robert Divers (responsable promotion); ADMINISTRATION Stéphane Roger (contrôleur), Olena Bilyakova (responsable des services comptables), Claudette Beliveau (adjointe administrative), Céline Furoy, Ghislaine Lafleur, Claudine Chevrier, Monique Proteau, Danielle Ross.

PHILOSOPHIE

LE DEVOIR DE PHILO

Obama au Moyen-Orient: pourquoi Edward Saïd serait sceptique



Edward Saïd, en 2003. Saïd a toujours refusé la nostalgie naïve et pernicieuse d'une époque mythique où le peuple palestinien pouvait vivre sans se préoccuper de l'existence d'Israël. Dans un même souffle, il a dénoncé la récupération nationaliste et théologique du discours sioniste. Il militait pour une résolution entièrement laïque du conflit.

Deux fois par mois, *Le Devoir* propose à des professeurs de philosophie et d'histoire, mais aussi à d'autres auteurs passionnés d'idées, d'histoire des idées, de relever le défi de décrypter une question d'actualité à partir des thèses d'un penseur marquant. Aujourd'hui, retour sur l'œuvre d'Edward Saïd et les déterminants d'un certain regard occidental sur le conflit israélo-palestinien et l'Orient.

CHRISTIAN NADEAU

Professeur au département de philosophie
Université de Montréal

L'équipe de l'ONU chargée de l'enquête sur les allégations de crimes de guerre commis par Israël ou par le Hamas au cours de l'opération «Plomb durci» est arrivée à Gaza le 1^{er} juin. Israël a refusé les visas d'entrée à l'équipe responsable de l'enquête dirigée par Richard Goldstone, ce qui a forcé celle-ci à entrer dans Gaza par la frontière égyptienne. Un temps disparue de l'écran radar, cette guerre suscitera de nouveaux débats enflammés. Aurait-il fallu tout oublier? Comment penser que les Palestiniens et les Israéliens puissent vivre en paix tant et aussi longtemps que ne régnera pas la justice? C'est cette situation que dénonçait déjà Edward Saïd (1935-2003) il y a plusieurs années. Son travail n'a rien perdu de sa pertinence, ni son appel à la responsabilité.

En septembre 2003, Edward W. Saïd est décédé des suites d'une leucémie. Professeur de littérature comparée à l'Université Columbia, il fut l'auteur d'un nombre important d'ouvrages consacrés à la critique littéraire, à l'analyse politique du Moyen-Orient et même à la musique. Son livre le plus connu demeure *L'Orientalisme - L'Orient créé par l'Occident*, publié en anglais en 1978 et traduit en 1980, au Seuil.

La thèse de ce livre consistait à montrer comment le colonialisme imposa sa vision de l'Orient au monde occidental. Ce colonialisme culturel fut propagé notamment par la littérature, au moins depuis l'expédition d'Égypte par Bonaparte. On songe par exemple au *Salammô* de Flaubert ou aux œuvres de Pierre Loti. Selon Saïd, cette interprétation, l'«orientalisme», sera ensuite reprise par l'Orient lui-même. De plus en plus incapable de se voir sans la lorgnette imposée par l'Occident, l'Orient finira par réclamer comme sienne cette image caricaturale de son propre univers social. Saïd s'est évertué à dénoncer cette forme de colonialisme qui trompait à la fois l'imaginaire de l'Occident sur l'Orient, mais aussi de l'Orient sur lui-même.

La pertinence de cette thèse se révèle aussi à la lumière des phénomènes politiques les plus récents. L'orientalisme agit toujours, mais nous sommes passés des Turcs de *L'Enlèvement au sérail* aux brutes islamistes affrontant le brave Jack Bauer dans la *Série 24*. Beau progrès! Ainsi, depuis au moins le 11 septembre 2001, l'islamisme est un nouvel orientalisme. A force de décrire tout le monde arabe comme un nid de terroristes, nous avons fini par y croire. Depuis la fin de la guerre froide, le fanatisme religieux — supposé chez tout mouvement politique du Moyen-Orient — serait notre nouvel ennemi. La suite logique des choses était que l'Orient finisse par adapter son comportement pour le rendre conforme à l'idée que nous avions de lui. Peu à peu, le mouvement radical islamiste s'est fait la caricature de lui-même en adoptant des habits taillés sur mesure pour lui par la droite occidentale.

Un point commun

S'il y a une chose sur laquelle s'entendent les radicaux de chaque camp, c'est l'étonnante simplicité avec laquelle ils conçoivent leur rôle respectif. Dans certains cas, il s'agit d'un discours rhétorique fasciste où abondent les références au combat pour la cause divine. On peut le voir autant dans la charte du Hamas qu'en lisant les livres d'Ann Coulter. Dans de telles conditions, le succès des analyses simplistes d'un Samuel Huntington sur le «choc des civilisations» n'est pas étonnant. L'effet est sensiblement le même qu'aux XVIII^e et



JACQUES GRENIER LE DEVOIR
Christian Nadeau: «À travers le prisme déformant de l'orientalisme, la religion a souvent bon dos lorsqu'il s'agit d'identifier les sources de l'irrationalité. Il est plus facile de refuser le dialogue avec la partie adverse si on persiste à l'identifier aux «fous de Dieu»»

XIX^e siècles. L'orientalisme annule les nuances et solidifie les différences, ce qui explique les discours du type «avec ou contre nous».

De nombreux critiques ont dénoncé les raccourcis et les contradictions internes de l'œuvre d'Edward Saïd. Cela ne doit pas être négligé et le pire hommage à lui rendre serait d'honorer sa mémoire par une apologie dénuée de toute critique. Mais ce qui nous intéresse ici n'est pas, encore une fois, l'exégèse de son œuvre mais deux messages tirés de cette dernière. D'une part, le concept d'orientalisme, dont on peut voir l'importance à l'heure actuelle. D'autre part, l'engagement de l'intellectuel au service d'une cause majeure, celle de la démocratie et de la justice.

L'orientalisme et Gaza

Dans une lettre ouverte publiée dans le journal *Haaretz* le 17 janvier 2009, Gideon Levy, un critique inlassable des activités militaires d'Israël, rappelait que la bande de Gaza ne fut jamais «libérée» puisque le blocus militaire et économique du territoire a empêché tout développement de ce territoire. En outre, il est absurde, dit Levy, de condamner le Hamas pour une politique de boucliers humains lorsqu'une guerre est conduite dans un territoire aussi densément peuplé que celui de la bande de Gaza. Levy conclut sa lettre en affirmant qu'il restera toujours à l'écoute du peuple palestinien et qu'il fait ainsi son devoir à l'égard d'Israël. Par son exemple, Levy œuvre contre l'orientalisme et la déformation idéologique du conflit actuel. En cela, il est le digne héritier d'Edward Saïd.

Saïd s'est toujours montré extrêmement critique envers les accords d'Oslo. Selon lui, ces accords cristallisaient la soumission du peuple palestinien à l'État d'Israël. Pour être valables, les accords ne devaient pas servir les seuls intérêts politiques des Arafat, Clinton et Rabin, mais d'abord et avant tout garantir la paix, la justice et la démocratie. Or la suite des choses a montré comment Israël a refusé toute consolidation économique et politique réelle de la Cisjordanie et

comment la bande de Gaza ne fut rendue aux Palestiniens qu'au prix d'un blocus économique qui ne pouvait que radicaliser ses habitants contre Israël et favoriser la montée du Hamas.

Saïd a toujours refusé la nostalgie naïve et pernicieuse d'une époque mythique où le peuple palestinien pouvait vivre sans se préoccuper de l'existence d'Israël. Dans un même souffle, Saïd a dénoncé la récupération nationaliste et théologique du discours sioniste. Il militait pour une résolution entièrement laïque du conflit. On dit souvent que les moyens diplomatiques et les appels à la raison ne peuvent être écoutés s'ils tombent dans l'oreille de fanatiques religieux.

Reste à voir si ce fanatisme est l'effet d'une rhétorique démagogique — qui trouve certes, par conséquent, bon nombre de disciples — et s'il est possible d'en dévoiler les objectifs réels, plus souvent rationnels — c'est-à-dire intéressés — qu'on voudrait le croire *a priori*. À travers le prisme déformant de l'orientalisme, la religion a souvent bon dos lorsqu'il s'agit d'identifier les sources de l'irrationalité. Il est plus facile de refuser le dialogue avec la partie adverse si on persiste à l'identifier aux «fous de Dieu». S'il faut s'attaquer au discours irrationnel, il importe de le voir dans toutes ses manifestations, chez autrui comme chez soi-même. Que les fameuses Lumières de la modernité occidentale ne nous aveuglent pas sur ce que nous sommes!

L'une des plus odieuses manifestations de l'orientalisme est précisément la réduction des revendications politiques du monde arabe, et celles des Palestiniens en particulier, à l'islamisme le plus primaire. À lire Bernard Lewis et à voir son influence chez les faucons américains (dont nous avons tort de penser qu'ils ont perdu toutes leurs plumes), nous avons pour nous la raison, ils ont pour eux la folie. Puisque tout dialogue est impossible, combattons-les: «If you can't join them, beat them!» Les attentats du 11 septembre 2001 ont consacré cette vision des choses. Depuis lors, toute revendication territoriale, économique ou juridique au sein du monde arabe, et particulièrement du peuple palestinien, est immédiatement reconduite aux volontés irrationnelles d'un nationalisme exacerbé ou d'un islam impérialiste. On le voit, l'amalgame dangereux entre islam et islamisme est un nouvel orientalisme, un *Salammô* sans le talent de Flaubert.

Saïd a toujours dénoncé, jusqu'à la fin de ses jours, l'injustice commise contre les habitants de la bande de Gaza. Il n'en croyait pas moins nécessaire l'apparition d'une «troisième voie», où les droits et intérêts des individus, laïques, juifs ou musulmans, seraient protégés en vertu d'une Constitution valable pour tous. Selon Saïd, les accords d'Oslo entérinaient une vision rétrograde où chaque nation s'entichait du rêve de sa pureté. Il ne s'agit pas ici de discuter la valeur de cette thèse. Difficile de croire à la solution préconisée par Saïd aujourd'hui, voire à la perspective des deux États. Pour le moment, malgré le discours d'Obama, jeudi au Caire, rien n'annonce un changement en profondeur de la politique américaine au Moyen-Orient, et les dernières élections législatives en Israël ne laissent présager rien de bon pour le dialogue entre les deux camps. Malgré tout, il faut en appeler à la paix, et pour cela il faut que la justice soit respectée.

Le devoir d'inconfort

À la suite de la dernière intervention militaire d'Israël dans la bande de Gaza, il faudra surveiller ce qui sera dit sur le comportement de chaque partie. Il faudra examiner de près le rapport d'en-

quête des Nations unies sur les allégations de crimes commis lors de la guerre. Il faudra exiger la justice pour qu'enfin les négociations reprennent entre les deux camps, si elles peuvent reprendre. Sans la justice, point de paix durable.

Saïd a consacré tout un cycle de conférences à la responsabilité des intellectuels, réunies plus tard dans un livre. Selon lui, il s'agit pour l'intellectuel de débusquer la vérité et de la rendre manifeste. On lui a reproché de voir un seul aspect de la vérité et de nier ce même souci à ses adversaires. Toutefois, ses textes prouvent sans relâche le dialogue entre les parties. La critique même de l'orientalisme a été construite en opposition aux discours fermés qui décrivent l'Orient comme une société primaire, incapable d'une révolution scientifique semblable à celle des Lumières. Cette critique ne fait pas non plus des intellectuels occidentaux un ramassis d'imbéciles. Elle montre un important arrière-plan de notre conception des choses.

L'orientalisme a pour effet de nier toute crédibilité aux demandes du peuple palestinien, y compris les plus élémentaires demandes de justice. Cela signifie-t-il que la barbarie de l'islamisme radical n'est qu'un mirage orientaliste? Aucunement. Cette barbarie existe et est réclamée par les fanatiques. Mais rien ne nous permet d'identifier des peuples entiers à de tels délires. L'orientalisme nous empêche de voir et de soutenir les protagonistes de la justice et de la démocratie œuvrant au Moyen-Orient. Ces ac-

teurs existent, il suffit de vouloir les entendre, et ils sont prêts à parler, malgré toutes les contraintes. Pensons à des intellectuels comme Sari Nusseibeh.

Nous persistons à voir dans cette région un seul acteur rationnel: Israël. Or ce n'est pas le cas. Les interlocuteurs de la société civile palestinienne, ou plus généralement du monde arabe, sont présents. Il existe un grand nombre d'intellectuels engagés au Moyen-Orient. Ceux qui profitent de la terreur feront tout pour les empêcher d'agir. Si la dissidence n'est pas tolérée en Palestine, en Égypte, en Syrie ou ailleurs, nous devons faire entendre sa voix malgré tout. De même, l'orientalisme ne doit pas nous aveugler sur les acteurs de la société israélienne, ni sur nous-mêmes. En Israël, Gideon Levy n'est pas le seul critique de la politique militariste de l'État. Les intellectuels, où qu'ils soient, ont la responsabilité de l'écoute et du dialogue, ils doivent être des passeurs, des relais entre des conceptions du monde en apparence si différentes les unes des autres.

En un sens, l'œuvre d'Edward Saïd conduit l'intellectuel à un devoir d'inconfort. L'intellectuel doit accepter le rôle de celui qui nuance pour amorcer le dialogue. Certes, il y a plus désagréable. Il n'y a qu'à lire les journaux pour découvrir les conditions de vie à Gaza ou ailleurs dans le tiers-monde. L'inconfort de l'intellectuel, agacé par les accusations des radicaux, n'est rien en comparaison de la souffrance d'un peuple tout entier.

Le devoir d'inconfort implique, encore et toujours, la discussion démocratique. Il requiert de rechercher le dialogue malgré l'hostilité des groupes préférant le slogan à la discussion, et la violence — de l'argent ou des armes — à la paix. Il exige aussi de dénoncer les injustices partout où elles apparaissent, et dans la mesure du possible. Nul romantisme dans cette vision de l'intellectuel. Ni Casandre ni Candide, il s'agit de rechercher la justice et l'équité, sans lesquelles rien n'est possible.

■ Suggestions? Antoine Robitaille: arobitaille@ledevoir.com. Pour les anciens Devoirs de philo et d'histoire: http://www.ledevoir.com/societe/devoir_philo.html#.